



Les frontières du travail sont un enjeu de lutte dans les rapports sociaux

Maud Simonet, Céline Mouzon

► To cite this version:

Maud Simonet, Céline Mouzon. Les frontières du travail sont un enjeu de lutte dans les rapports sociaux. 2021, pp.8-20. hal-03460537

HAL Id: hal-03460537

<https://hal.science/hal-03460537>

Submitted on 18 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les frontières du travail sont un enjeu de lutte dans les rapports sociaux

Entretien avec Maud Simonet¹

Propos recueillis par Céline Mouzon

Dans *L'Économie politique* 2021/4 (n° 92), p. 8 à 20.

Le travail gratuit n'a pas attendu le Covid-19 pour être mis à contribution par les politiques publiques, comme le montrent les stages ou le service civique. Le travail domestique, théorisé par les féministes dans les années 1970, constitue une matrice très efficace pour penser ces questions.

***L'Économie politique* : Vous êtes spécialiste du travail gratuit et du bénévolat dans les politiques publiques, que vous abordez à la lumière des théories féministes. Qu'est-ce que la séquence Covid-19 a mis en lumière de ce point de vue ?** Maud Simonet : A mon sens, deux particularités sont à relever. D'une part, et contrairement à ce qui a pu être affirmé, il n'y a pas eu un recours soudain et massif au travail gratuit et au bénévolat, au nom de la solidarité, mais une plus grande *visibilité des appels* au travail gratuit. Le recours au bénévolat est en effet constitutif des politiques publiques depuis de nombreuses années. D'autre part, les mobilisations sociales autour du travail gratuit ont pris des formes nouvelles. Ces mobilisations, de femmes le plus souvent, ont porté sur la valeur qu'on donne à ce travail, sa valeur économique et monétaire. Cela me semble nouveau et très intéressant. Jusqu'ici, il s'agissait le plus souvent de rendre visible le travail gratuit, domestique ou bénévole.

Revenons sur ces deux aspects et examinons d'abord le premier point : la plus grande visibilité des politiques publiques du travail gratuit qui, d'habitude, passent davantage sous les radars. Que voulez-vous dire ? Que ce soit Edouard Philippe lorsqu'il était Premier ministre, le président de la République Emmanuel Macron, Martin Hirsch, le directeur de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris), ou Gabriel Attal, une fois qu'il a été nommé porte-parole du gouvernement en juillet 2020, les gouvernants et les représentants des institutions publiques ont multiplié les appels à l'engagement et à la solidarité. Une réserve citoyenne a été mise en place avec la création du site internet jeuxaider.gouv.fr, des discours ont été adressés aux jeunes pour qu'ils aillent réaliser des services civiques dans les hôpitaux et les Ehpad. L'État a ouvert des hangars dans des grandes villes en installant des machines à coudre et en demandant à des couturières de venir produire, au nom de la solidarité, des masques gratuitement. Cela a été présenté comme une réponse exceptionnelle à une situation de crise, elle-même exceptionnelle.

En réalité pourtant, le recours au travail gratuit et la manière dont il façonne les politiques publiques ne sont pas nouveaux. On l'observe depuis de nombreuses années, comme nous l'avons rappelé avec mes collègues Florence Ihaddadene, Francis Lebon et Sophie Rétif². Il est omniprésent dans le système éducatif et de nombreux services publics, dans les associations, et dans les foyers par le travail domestique. Ainsi, deux ans avant le Covid, nous avions déjà les uns et les autres fait des enquêtes auprès des jeunes en service civique dans les

¹ Maud Simonet est sociologue, directrice de recherche au CNRS, directrice de l'IDHES-Nanterre (Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société).

² « Jeunes en service civique à l'hôpital : déjà "au front" avant "la guerre" », <https://blogs.mediapart.fr/floihaddadene/blog/040520/jeunes-en-service-civique-l-hopital-deja-au-front-avant-la-guerre-0>, 4 mai 2020.

hôpitaux, les services d'urgence ou les Ehpad. Ce travail est indispensable au fonctionnement du système économique capitaliste en temps normal. Il n'y a donc pas eu soudainement un afflux de travail gratuit qui aurait été une solution à la crise grâce à l'engagement hors norme de bons citoyens. Il y a simplement eu une plus grande visibilité de ces appels-là qui sont apparus sous le feu des projecteurs, d'une manière exacerbée, presque grotesque pourrait-on dire. Les politiques du travail gratuit se sont révélées au grand jour. Une telle visibilité est inédite en France. Cela m'a rappelé ce que j'avais pu observer lors d'enquêtes effectuées aux Etats-Unis. Depuis les années 1970, outre-Atlantique, chaque président nouvellement élu fait un grand discours où il déclare la guerre à quelque chose, à la pauvreté, au terrorisme, etc., et en appelle à l'engagement des citoyens et citoyennes. Cela s'accompagne de créations de programmes de bénévolat ou de volontariat – à la différence du premier, le second va de pair avec une indemnisation ou s'inscrit dans des programmes sociaux – lancés depuis les sommets de l'État. On parle de *call to service*. Cette même formule a pu être observée en France lors du premier confinement.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire que ces formes de travail gratuit sont plus partie prenante du problème que de la solution. Le travail gratuit dans les services publics participe de leur fragilisation, il fait partie de ce qui les précarise et les désinstitutionnalise depuis un moment déjà.

Lors d'une enquête réalisée avec mon collègue John Krinsky aux Etats-Unis sur l'entretien des parcs de la municipalité de New York (2017), nous avons pu constater que, depuis les années 1970, cet entretien est assuré par de nombreux bénévoles soutenus financièrement par la municipalité, parfois par le biais de partenariats publics privés coûteux. Beaucoup d'argent est investi afin de développer ce bénévolat au service de la municipalité. A côté, un autre travail gratuit, plus contraint, a aussi pris de l'ampleur, le *workfare*, l'obligation faite aux allocataires de l'aide sociale de donner des heures de travail en échange du versement de leur allocation.

Pendant ce temps, la figure du travailleur municipal, employé public fonctionnaire, est de plus en plus minoritaire. La main-d'œuvre chargée de l'entretien des parcs à New York est ainsi de moins en moins constituée de travailleurs protégés par des droits sociaux et le syndicalisme. Autre évolution notable : qu'il s'agisse des bénévoles ou des allocataires de l'aide sociale soumis au *workfare*, les femmes y sont majoritaires. Le service public de l'entretien des parcs repose ainsi de plus en plus sur des formes multiples de travail gratuit effectué par des femmes.

Ce n'est pas une situation qui est directement observable en France, où le *workfare* n'est pas institutionnalisé, même s'il existe depuis peu la possibilité d'obliger juridiquement les allocataires des minima sociaux à travailler. Le travail gratuit ou quasi gratuit permet de faire tourner nos services publics. Cela, sans nécessairement qu'il y ait de coercition.

Plus qu'une dichotomie, il y a en effet un *continuum* entre la coercition et le choix : lorsque vous êtes allocataire du RSA, que le travailleur social qui vous fait signer le contrat d'engagement réciproque vous propose du bénévolat et que le maire a déclaré dans une réunion publique qu'il saurait se souvenir des allocataires les plus actifs dans le nettoyage de la plage pour les faire embaucher, que faites-vous ? Sans qu'il y ait d'obligation, une norme sociale forte s'impose à vous.

Revenons sur le deuxième aspect que vous avez souligné : les mobilisations autour du travail gratuit et de sa valeur économique, plus que de sa visibilité. Qu'avez-vous observé pendant la séquence Covid-19 ? Il y a eu des mobilisations autour du travail gratuit plus construites ou explicites que par le passé. De nouvelles formes de résistance, de réaction ou d'interpellation se sont fait jour, et il me semble extrêmement important de les entendre. Jusque-là, beaucoup d'interpellations sur le travail gratuit avaient pour fonction de le rendre visible, par des grèves des femmes, des grèves du travail domestique. C'était essentiel. Avec le Covid-19, le travail domestique (prendre soin de ses proches, de ses voisins, de sa famille) a été largement visible, même si tout le monde n'avait pas conscience de son assignation aux femmes. L'interpellation a cette fois porté sur sa valeur économique et monétaire.

Par exemple, en Allemagne, des femmes ont envoyé la facture de leur surtravail domestique pendant le confinement aux *Länder*, l'équivalent des régions. En France aussi, même si cela fut plus symbolique : au moment de la fête des Mères au mois de mai, une plateforme a été mise en place par un collectif féministe, assorti d'une pétition. Le site permettait de calculer les heures de surtravail domestique effectué et de leur donner une valeur monétaire³.

Les élèves infirmiers stagiaires qui ont été réquisitionnés et indemnisés de manière dérisoire entre 0,80 euro et 1,40 euro de l'heure, ont également répondu : « *Nous comprenons notre place de futur soignant, et l'importance de venir en aide aux services dans le besoin. Mais nous faisons le travail d'un aide-soignant, dans des services qui accueillent le plus souvent des personnes âgées en sévère perte d'autonomie et avec d'importants troubles mentaux pour seulement un euro de l'heure*⁴. »

De même, une partie des couturières bénévoles, dans le collectif « Bas les masques » en France et en Belgique, ont interpellé les médias et les pouvoirs publics en dénonçant l'industrialisation du bénévolat des masques quand une partie des couturières professionnelles n'avaient pas de travail. « *Notre travail n'a-t-il donc aucune valeur ?* », demandaient-elles.

A quel travail veut-on donner de la valeur ? Cette question a été posée par les militantes et les théoriciennes féministes depuis les années 1970. La séquence Covid a mis le projecteur sur la force de ces analyses.

Qu'est-ce à dire plus précisément ? Qu'est-ce que cela nous dit de la définition du travail ? Les notions de « premières de corvée » et de « travailleuses essentielles », et les débats sur la nécessaire revalorisation des emplois féminins mobilisent ces analyses théoriques. Le Covid a remis la question à l'ordre du jour : c'est indispensable. De mon côté, comme sociologue du travail gratuit, il me paraît toutefois fondamental de souligner que pour aller au bout du débat, il ne faut pas regarder uniquement l'emploi rémunéré, mais aussi tout le travail gratuit, tout le spectre sur lequel la « gratuitisation du travail » se déploie.

Le travail domestique est la matrice pour penser ces questions. Si l'on intègre l'analyse du travail domestique dans l'analyse du travail, on voit que la répartition du travail n'est pas égalitaire entre hommes et femmes. Ce fut particulièrement vrai durant les confinements et déconfinements qui se sont succédé depuis mars 2020, ce qu'ont montré différentes enquêtes menées sur la période, par l'Insee ou l'ONG Oxfam. La surcharge de travail domestique, familial et éducatif a été extrêmement forte et a très majoritairement pesé sur les femmes. De

³ Voir <https://parentsetfeministes.com/2020/06/04/messieurs-voici-la-facture/>.

⁴ « Covid-19. Des étudiants infirmiers publient “une lettre à cœur ouvert” pour dénoncer des injustices », *La Gazette de Nîmes*, 6 avril 2020.

même, l'exacerbation des appels à la solidarité s'est en grande partie dirigée vers les femmes. On ne les appelle certes pas explicitement. Encore que lorsqu'on appelle à faire des masques, c'est une demande adressée aux couturières, sous une forme très naturalisée (les couturières sont « évidemment » des femmes, et celles qui savent « naturellement » coudre sont des femmes) (Gallot *et al.*, 2021).

Autrement dit, à la question « *qu'est-ce que le travail ?* », plutôt que d'apporter une réponse fermée restrictive (travail = emploi rémunéré), il me paraît intéressant de regarder comment les acteurs sociaux se battent pour définir ce qui est et ce qui n'est pas du travail. C'est ce que les féministes ont fait dans les années 1970 en disant « *si vous voyez ces activités [dites domestiques] comme du travail, vous allez comprendre beaucoup plus clairement le fonctionnement du système capitaliste* ». Elles ont montré combien la question des frontières du travail était un enjeu de lutte dans les rapports sociaux.

Il y a et il y aura toujours des conflits autour de ce qu'on appelle travail. La séquence actuelle est ainsi une illustration, comme à travers un miroir grossissant, des analyses qu'elles ont faites il y a près de quarante ans sur ce qu'elles ont nommé « *le travail de reproduction de la force de travail* » fait par les femmes, et dont le système capitaliste a absolument besoin pour continuer à se développer.

Avoir du travail une définition qui dépasse le cadre institutionnel de l'emploi rémunéré permet de mettre en lumière une division sexuée, de classe et de « race » du travail plus exacerbée. Dans les parcs new-yorkais par exemple, les employés municipaux, qui sont souvent des hommes des classes populaires, se trouvent en position hiérarchique par rapport aux allocataires de l'aide sociale, des femmes des classes populaires des minorités raciales. Cela donne lieu à une économie des faveurs, voire à du harcèlement sexuel, qui est invisible si l'on s'en tient à une définition stricte du travail comme emploi. On embrasse des rapports sociaux beaucoup plus larges quand on intègre les travailleurs gratuits dans le champ d'observation au lieu de se limiter aux seuls travailleurs rémunérés.

Vous convoquez ici les travaux d'un certain féminisme marxiste international qui a conceptualisé le travail reproductif, assigné aux femmes dans le système capitaliste. De quoi s'agit-il ? Il est en effet utile de préciser ce qu'est le travail reproductif ainsi entendu. Cela désigne tout ce qui permet de produire et reproduire la force de travail, c'est-à-dire tout ce qui doit être fait pour qu'un ouvrier puisse aller à l'usine : le travail sexuel reproductif (faire un enfant), élever des enfants, mais aussi les tâches qui consistent à nourrir, blanchir, prendre soin de la force de travail (enfant, mari, père, frère, voisin...). C'est tout le travail éducatif, de soin, d'entretien, au sens très large du terme, nécessaire pour produire et reproduire la force de travail. L'appel à fabriquer des masques pour équiper la population et rendre possible son retour au bureau relève du travail reproductif de la force de travail.

Ces théories ont été développées par Selma James, Silvia Federici, Leopoldina Fortunati, Nicole Cox ou encore Mariarosa Dalla Costa qui font partie du courant *Wages for Housework* qui a imaginé dans les années 1970 une campagne pour un salaire pour le travail domestique. Elles ont voulu introduire dans l'analyse du travail capitaliste tel que l'avait proposé Karl Marx la question non seulement de la force de travail, mais de la *production* de la force de travail. Leur proposition théorique est la suivante : le capitalisme, pour se déployer, a eu besoin de construire des infrastructures pour ce travail reproductif – le foyer en est une –, et y a assigné les femmes. A mesure qu'il se développait, il a construit la femme au foyer.

Dans *Caliban et la sorcière* (2017), Federici réintègre la chasse aux sorcières dans l'histoire du capitalisme. Elle montre que ce fut l'un des instruments mobilisés pour assigner les femmes à un destin domestique. La chasse aux sorcières fut une lutte contre une certaine émancipation des femmes, contre une autonomie dans leurs rapports sexuels et leur rapport à la famille. Elle a permis d'envoyer le message que leur destin résidait dans le mariage, la construction et la préservation de la famille. Cet épisode, qui correspond à l'avènement de ce qu'on a appelé la modernité et n'est pas concomitant du Moyen Âge, contrairement à une représentation erronée mais largement répandue, a permis de construire « *l'usine sociale* » comme disent ces féministes, au cœur de laquelle travaille la femme, qui est l'usine invisible à côté de l'usine des ouvriers. Cette usine sociale est à la fois « *la base et l'envers du capitalisme* », au sens où elle est indispensable à son fonctionnement sans être jamais nommée comme telle.

Prendre au sérieux ces analyses est donc une révolution théorique, épistémologique et politique ? Il y a en effet un gouffre entre le dire et prendre la mesure de ce que cela signifie. Nous sommes bien sûr nombreuses et nombreux à parler de « travail domestique », même de « travail bénévole ». Le terme de « travail gratuit » a l'air plus simple qu'il ne l'est réellement. C'est tout sauf une soustraction, ce n'est pas un travail qu'on aurait oublié de payer, c'est un déni de travail. Déplier la question du travail gratuit, c'est proposer une autre économie politique, une autre sociologie du travail. Ces travaux sont d'une puissance extrême sur le plan théorique, avec de vraies articulations empiriques. On parle aussi souvent de « *travail invisible* ». Là encore, il faut en préciser la signification. Ce travail n'est pas invisible au sens où on ne le verrait pas. On le voit ; dans les parcs new-yorkais, il y a des panneaux « *volunteers at work* » (volontaires au travail). Simplement, on ne le voit pas comme du travail.

Cette invisibilisation du travail repose sur une extrême visibilisation d'autre chose. On invisibilise certaines tâches comme travail parce qu'on les visibilise comme « engagement », « solidarité » ou comme « nature », « maternité », « dévouement », « amour ». Le processus d'invisibilisation de ce travail va de pair avec sa visibilisation comme autre chose. Nous sommes toutes et tous pris dans ce processus très fort, car nous n'existons pas sans affect, sans amour, sans engagement. La dévalorisation économique et monétaire se fait à travers une valorisation émotionnelle ou politique (« citoyenne »). Dire d'une activité que c'est de l'engagement consiste dans la même opération à la dénier et à la dévaloriser comme travail et à la reconnaître et la valoriser comme autre chose.

C'est pourquoi je parle de « *guerre des valeurs*⁵ » : il y a une guerre, très visible dans ces moments de conflictualité où les mères au foyer en Allemagne, les couturières bénévoles ou les élèves infirmiers mettent en lumière les valeurs pour lesquelles ils sont prêts à faire quelque chose gratuitement et la valeur économique qui en est tirée par autrui. Car c'est bien ce dont il s'agit : une exploitation économique s'opère au nom des valeurs. Or ces formes d'exploitation sont plus difficiles à critiquer, il est plus difficile de s'y soustraire car les valeurs, ce au nom de quoi on fait quelque chose, sont aussi ce qui nous définit. Autrement dit, ce n'est pas parce que les féministes ont mis en lumière l'exploitation par le travail domestique il y a plus de quarante ans, qu'il est facile de s'y soustraire, de ne plus faire d'enfant, de ne plus s'en occuper, de ne plus se mettre en couple avec un homme, etc. On ne

⁵ Voir « Travail gratuit et guerre des valeurs », par Maud Simonet, *La Vie des idées*, 5 mai 2020.

peut pas se contenter de dire « *les gens ne se rendent pas compte qu'ils se font arnaquer sur Internet, les femmes qu'elles se font avoir à la maison* » et penser que cela résout le problème.

Ainsi, dans le cas d'un allocataire du RSA qui travaille gratuitement pour sa mairie car le directeur du service d'entretien reconnaît qu'il n'a pas assez de personnel pour tout faire, il s'agit bien d'une forme d'appropriation par la ville du travail gratuit de cet allocataire. Lui-même insiste pourtant sur le fait que ce travail gratuit lui a permis de sortir de chez lui et de retrouver une dignité. On ne peut pas uniquement dire qu'il est exploité. Il est important d'entendre aussi ce qu'il dit quand il exprime que cela lui a sauvé la vie. La question est : si ce travail avait été rémunéré, si on lui avait attribué une valeur économique, cela ne lui aurait-il pas aussi sauvé la vie ? Il s'agit d'interroger non pas la valeur qu'il y met, mais la dévalorisation économique dont ce travail fait l'objet.

Donc oui, c'est une révolution, ce n'est pas simple, et cela soulève de très nombreuses questions. Cela signifie-t-il que tout est travail ? L'enjeu est à la fois scientifique et politique et il faut le prendre au sérieux. Le système capitaliste, lui, a pris tout cela très au sérieux.

Tirez-vous des conclusions programmatiques de ces théories féministes sur le travail gratuit à la lumière de la pandémie ? Mon point est plutôt de montrer combien il y a, dans les théories féministes sur le travail domestique comme forme de travail gratuit, des outils très puissants pour analyser des formes de recours au travail gratuit dans la sphère domestique mais aussi au-delà, sur le marché du travail. Cela ne nous donne pas de programme. D'autant que de nombreux courants féministes ont fait différentes propositions, il y a eu des controverses et des dissensions au long des années 1970 et 1980. Mon rôle est plutôt de souligner, pour celles et ceux qui se targuent de faire des propositions, l'intérêt qu'il y a à les lire et à y réfléchir. « *On ne peut pas avoir le plein emploi, comment faire ?* », « *Faut-il un revenu de base ? Une garantie d'emploi ? Que va-t-on proposer ?* » Les débats sont nombreux. Intégrer d'emblée ces analyses est une façon de gagner du temps, tant elles les ont dépliées et ont souligné les enjeux et la complexité de ces questions.

Certaines propositions s'en inspirent déjà. Par exemple, la campagne Wages for Housework (pour un salaire domestique) est reprise aujourd'hui pour le salaire étudiant⁶, mais aussi pour le salaire pour l'art⁷. Il existe un collectif *Wages for Facebook*⁸, qui interpelle sur la captation de la valeur économique réalisée par Facebook lorsqu'on alimente les pages.

L'autre point qui me paraît essentiel touche au périmètre. De quoi parle-t-on quand on parle de travail ? L'enjeu du travail gratuit aujourd'hui est loin d'être anecdotique. C'est d'une certaine manière encore plus fort que dans les années 1970, lorsqu'ont émergé tous ces questionnements théoriques. D'une part, l'enjeu du travail domestique n'est pas résolu. L'assignation de ce travail aux femmes majoritairement est toujours là, malgré quelques améliorations à la marge dans certains espaces sociaux.

D'autre part, entre-temps, le travail gratuit s'est fait une place au cœur du marché du travail, avec le développement du bénévolat, du volontariat et autres services civiques, des stages gratuits, du travail dit « collaboratif » sur les plateformes etc. Ainsi, même si l'on veut croire à cette dichotomie (il y aurait d'un côté le travail, le vrai, qui est rémunéré, et de l'autre, des

⁶ Voir <https://www.salaire-etudiant.org/appel-pour-un-salaire-etudiant>

⁷ Voir notamment le collectif Wages for, Wages against Artwork, <https://after8books.com/we-are-not-where-we-need-to-be-but,-we-aint-where-we-were.html>

⁸ Voir <http://wagesforfacebook.com>

activités non rémunérées qui ne sont pas du travail), les analyses féministes éclairent ce qu'on observe aujourd'hui. Avec cette exacerbation de ce qu'on appelle aux Etats-Unis le *hope labor* : « *je travaille gratuitement aujourd'hui pour décrocher le boulot de mes rêves demain* ». Cette logique s'est largement généralisée et institutionnalisée dans le monde du travail. Ce travail gratuit est vu à la fois comme le moyen de faire la preuve qu'on est un bon travailleur, et comme un tremplin qui doit permettre de décrocher demain un emploi rémunéré, un contrat encore plus intéressant, etc.

Vous parlez des controverses et de la nécessité de les intégrer dans les réflexions programmatiques. Pouvez-vous nous en donner quelques exemples ? Dans les années 1980, bell hooks, une théoricienne du *black feminism*, interpelle les féministes blanches *mainstream*. Elle leur dit en substance : « *Pour vous qui avez passé votre vie dans ce face-à-face avec votre mari et vos enfants, l'émancipation se joue sur le marché du travail. Mais pour nous, les femmes noires et plus généralement les femmes des classes populaires étasuniennes qui avons toujours travaillé hors de la maison, nous savons bien que l'emploi n'est pas un lieu d'émancipation mais d'aliénation et d'exploitation très fort. Nous aimerions avoir plus de temps et de soutien pour nous occuper de nos enfants et de nos familles, y compris dans un sens communautaire et collectif.* » bell hooks a donné à ce travail domestique un sens politique et collectif. Elle ne nie pas l'exploitation des femmes qui a lieu au sein du foyer, mais elle complexifie les choses. Dans la société raciste dans laquelle elle vit, le travail à la maison n'est pas seulement de l'exploitation ; c'est aussi un travail politique, qui consiste à prendre soin, dans le sens le plus plein, des enfants. « *Homeplace is a site of resistance* », dit-elle, « *le foyer est un lieu de résistance* ».

Une telle analyse donne des éléments pour penser la question du revenu universel par exemple. Bien souvent, cette proposition donne lieu à l'idée que cela permettra aux femmes de s'investir dans la sphère associative. Avec une mise en garde qui arrive rapidement « *Attention ! Il ne faut pas que cela ramène les femmes à la maison.* » Il me semble que ces deux évidences méritent d'être interrogées. Il y aurait un bon travail gratuit, bénévole et associatif, et un mauvais travail gratuit, à la maison. Mais qui décide que le travail bénévole associatif est un bon travail gratuit pour les femmes et que le travail domestique ne l'est pas ? Des travaux de recherche comme ceux de Sophie Rétif (2013) sur les logiques de genre dans le monde associatif ont bien montré qu'on retrouve dans les associations toutes les formes de division sexuée du travail ainsi que le plafond de verre qui empêche les femmes, y compris lorsqu'elles sont majoritaires, d'accéder aux postes de direction, que les hommes utilisent le travail bénévole associatif comme tremplin pour leur carrière politique tandis que les femmes y restent davantage enfermées, etc. On peut aussi s'interroger : lorsque des jeunes volontaires en service civique remplacent les aides-soignantes, une profession majoritairement féminine, que devient le travail de ces femmes ? Je suis bien évidemment consciente des enjeux qu'il y a à renvoyer les femmes à la maison, mais qui parle ? D'où ? Et pourquoi ce besoin de toujours et de manière si univoque dévaloriser le travail domestique alors qu'il est aussi un lieu de construction politique ?

La philosophe Silvia Federici revient dans un très beau texte, l'introduction du recueil *Revolution at point zero* (2020), sur son rapport au travail domestique. Après l'avoir longtemps dénoncé comme une aliénation pour les femmes, elle s'est trouvée face à une contradiction par rapport à l'importance de ce que sa mère lui avait transmis. D'où, dit-elle, l'urgence de lui redonner une place, de voir ce qui s'y réalise en termes de transmission, de politisation et d'émancipation, plutôt que de le dévaloriser.

On retrouve du reste cette réflexion sur la valeur du travail dans la maisonnée dans certains courants écoféministes qui valorisent la subsistance. Oui, certains courants écoféministes ont en effet tiré parti des questions posées par le *black feminism*. Il y a un véritable enjeu à entendre et à écouter les discussions, les débats et les controverses au sein du féminisme là-dessus. Car il y a de grandes chances que les questions qu'on se pose aient déjà été posées. L'enjeu n'est pas seulement politique, mais aussi épistémologique. Que met-on dans nos catégories ? Comment définit-on spontanément les choses ? Si l'on évite ces questions, le risque est de s'arrimer à des catégories androcentrées, à une conception du travail où le travailleur est un homme, ouvrier à l'usine, en laissant de côté l'exploitation « *qui a ses ressorts dans la cuisine et la chambre à coucher* », comme le disent Silvia Federici et Nicole Cox. La séquence Covid-19 est une invitation, si besoin était, à rouvrir toutes ces questions.

Bibliographie

Albouy V., Legleye S., 2020, « Conditions de vie pendant le confinement », *Insee Focus* n° 197.

bell hooks, 2015 (1981), *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, Cambourakis.

□ **Bolis M., Parvez A. et al., 2020**, « Le travail de soin aux temps du coronavirus », Oxfam International, <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-fr.pdf>

Collectif d'Analyse des Familles en Confinement, 2021, *Familles confinées. Le cours anormal des choses*, Editions du Croquant.

Dujarier M.-A., 2021, *Troubles dans le travail. Catégorie d'une sociologie de pensée*, PUF.

Federici S., 2017 (2004), *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Editions Entremonde.

Federici S., 2020 (2016), *Revolution at Point Zero: Housework, Reproduction, and Feminist Struggle*, PM Press.

Federici S., Kuehni M., Simonet M. et Merteuil M., 2020, *Travail gratuit et grèves féministes*, Editions Entremonde.

Gallot F., Mensitieri G., Meuret-Campfort E., Simonet M., 2021, « Aux masques citoyennes ! Mélange des genres productifs en régime d'« exception » », *Salariat*.

Krinsky J. et Simonet M., 2017, *Who Cleans the Parks? Public Work and Urban Governance in New York City*, Presses Universitaires de Chicago.

Lambert A. et Cayouette-Remblière J. (dir.), 2021, *L'explosion des inégalités. Classes, genre et générations face à la crise sanitaire*, Editions de l'Aube.

Lebon F. et Simonet M., 2017, « La réforme des rythmes scolaires, ou quand les associations font la loi et (dé)font le travail dans les services publics ? », *Revue française d'administration publique* n° 163, pp. 575-586.

Pruvost G., 2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, La Découverte.

Rétif S., 2013, *Logiques de genre dans l'engagement associatif. Carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*, Dalloz-Sirey.

Simonet M., 2018, « Le revenu universel à l'épreuve du travail bénévole des femmes », *Travail, Genre et Sociétés* n° 40, pp. 169-174.

Simonet M., 2018, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation*, Textuel.